

DIMENSIONS INTERNATIONALES DES CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLES SOUS LA V^e REPUBLIQUE

PAR

ISABELLE LE BRETON-FALEZAN (*)

Il est notoire et communément admis que les tâches assignées au Chef de l'Etat par le texte de la Constitution de la V^e République sont prépondérantes et tout à fait décisives pour ce qui concerne la politique étrangère de la France. Inaugurée par le général de Gaulle, la pratique de la fonction présidentielle a sans cesse exploité et même élargi l'espace de ces compétences depuis une quarantaine d'années. On peut d'ailleurs considérer que l'image de marque de notre régime politique est liée pour une large part à l'exercice, par l'hôte de l'Elysée, de responsabilités exclusives dans le « domaine réservé ». Cela étant dit, cet axiome répandu et en vertu duquel il existerait une cloison étanche entre les questions de politique intérieure et les relations internationales a, jusqu'à ce jour, presque constamment dissuadé la sociologie électorale de se pencher sur les dimensions internationales des campagnes présidentielles françaises; tandis que pour leur part les internationalistes se détournaient de ces dernières, le plus souvent au nom de la présomption qu'elles avaient sans cesse vocation à neutraliser les enjeux liés aux relations internationales (1).

A l'aube du XXI^e siècle, et surtout un an avant la prochaine élection présidentielle française, il va de soi que les tensions et les défis générés par la construction européenne, la mondialisation des échanges, ou encore la capillarisation de la violence, posent avec une acuité sans précédent la question de l'adaptation du jeu électoral interne à l'évolution subie par les cultures politiques de notre pays suite à ces dynamiques internationales à l'amplitude nouvelle.

Et il s'avère que, bien loin de confirmer la thèse d'une dichotomie interne-externe en période d'élection présidentielle, une investigation au cœur des bulletins de campagne, des discours des candidats ou encore de la presse

(*) Docteur en science politique et relations internationales de l'Université Paris X. Secrétaire de rédaction de cette livraison de l'*Annuaire Français de Relations Internationales*.

(1) Notons toutefois que Marcel Merle a été l'un des seuls à soulever précocement cet ambitieux débat, à l'occasion d'un séminaire animé à l'IEP de Paris au cours de l'année universitaire 1976-77. Ce séminaire s'intitulait « Partis politiques, élections et politique étrangère ». Il faut également mettre ici en valeur un entretien accordé par René RÉMOND au *Trimestre du Monde*, « La politique étrangère dans la campagne présidentielle française », vol. 30, 2^e trim., 1995, pp. 9-14.

écrite fournit deux enseignements intéressants. Le premier souligne à quel point « l'international » constitue en réalité de longue date un vivier permanent de ressources, pour les candidats, en termes d'image dans la bataille de crédibilité qu'ils se livrent. Le second met l'accent sur les débats qui se déroulent au cours des campagnes à propos de la politique étrangère. Plus inattendu que celui qui précède, ce volet invite à faire de ces débats le miroir privilégié d'une désidéologisation progressive des thèmes liés aux relations internationales. Il conduit surtout à y repérer les indices d'une fracture élargie, dans notre pays, entre une classe politique française plutôt soucieuse d'entretenir la pérennité droite-gauche, et un électorat de plus en plus rebelle à ce schème classique sur ces questions. C'est sur la base de ces deux observations que nous nous risquerons, dans le troisième temps de l'exposé qui suit, à une hypothèse concernant les formes et les perspectives d'une « maturation » des relations internationales, par l'électorat français, depuis 1965.

S'interroger sur les dimensions internationales des élections présidentielles françaises est donc une entreprise potentiellement heuristique. Pour deux raisons au moins. Premièrement, il émerge du sujet une problématique originale et peu explorée, à savoir « existe-t-il une cohérence entre, d'un côté, l'utilisation que font de la sphère internationale les candidats à l'Élysée, et, de l'autre, la perception qu'ont de cette dernière les électeurs ? ». Ensuite, l'exercice présente l'intérêt d'envisager la compétition pour l'élection du Président de la République comme un moment clef de l'interpénétration entre les relations internationales et la société française... et de ses limites.

« L'INTERNATIONAL » : UNE RESSOURCE PERMANENTE EN TERME D'IMAGE

On distingue trois grandes tactiques d'instrumentalisation de l'arène internationale, pour tout candidat soucieux de construire ou d'entretenir sa fiabilité et sa crédibilité en tant que chef potentiel de la diplomatie. Premièrement, s'afficher en compagnie des « grands de ce monde », ensuite se prévaloir du soutien officiel de dirigeants étrangers, et enfin faire fonctionner à des fins internes la solidarité partisane transnationale.

S'afficher en compagnie des « grands de ce monde »

Prisé plutôt par les « challengers », mais également souvent par le Président sortant, ce réflexe a été adopté avec une constance spectaculaire, aussi bien dans ses formes que dans son ampleur, depuis 1965. L'exploration des brochures, quotidiens ou hebdomadaires de campagne est sur ce point très convaincante. Remplis de photographies représentant avantageusement les candidats avec de grandes personnalités politiques étrangères, ces docu-

ments contribuent à flatter leur image et à leur conférer un surcroît de prestige aux yeux de leurs électeurs potentiels. Peu importent ici les affinités idéologiques et politiques entre ces personnalités internationales et les candidats, puisque l'effet recherché par ces derniers à travers ces associations d'images est d'abord de conforter symboliquement, parmi les Français, le sentiment de leur « compétence ».

Pour les Présidents sortants, il s'agit en effet de faire valider la fiabilité de leur action et de la carrure diplomatique qu'ils ont acquise au fil de leur mandat. Le général de Gaulle en 1965, et François Mitterrand en 1988 demeurent ceux qui ont exploité cette tactique avec le plus d'aisance et de succès (2).

Pour les autres candidats, l'exercice consiste plus modestement à se construire une crédibilité en matière de conduite de la politique étrangère de la France, tout en accentuant les aspects estimés les plus gratifiants et les plus parlants de leur programme dans ce domaine. Dans ce cas, la cible prioritaire devient les sympathisants du parti politique qui les soutient. Par exemple, Jean Lecanuet illustra son étiquette d'« Européen convaincu » en 1965 en publiant une immense photographie de lui en train de poser devant un imposant portrait de Robert Schuman, s'efforçant ainsi de mettre de son côté les grandes ombres de la Démocratie Chrétienne (3). Même Alain Poher eut un réflexe exactement identique lors de la campagne de 1969 (4). Pour d'autres, la fréquentation prolongée des « sommets de l'État » ou la jouissance de mandats prestigieux auront constitué des tremplins efficaces pour côtoyer les chefs d'État étrangers, et ensuite utiliser ces expériences au cœur des campagnes. Jacques Chirac a ainsi exploité le plus possible les avantages protocolaires liés à sa fonction de Maire de Paris chaque fois qu'une visite officielle de chefs d'État étrangers avait lieu dans notre pays (5). En 1995, l'Élysée reprochera même à Edouard Balladur d'avoir « kidnappé » un colloque de l'UNESCO tenu à la mi-février à Paris et consacré à la paix au Proche-Orient, dans la mesure où le Premier ministre candidat y avait considérablement soigné son image en s'associant devant la presse et l'auditoire avec les deux invités de marque, Yasser Arafat et Shimon Pérès (6).

(2) En avril 1988, la brochure *Gagner* publiait ainsi un album souvenir du premier septennat de François Mitterrand photographié successivement avec le président Reagan, Mikhaïl Gorbatchev et Margaret Thatcher, entre autres. (Office Universitaire de Recherches Socialistes (OURS), Paris.)

(3) Voir *Le Courrier des Démocrates*, N° 11, nov. 1965 (OURS, Paris.)

(4) Ce fut très manifeste dans la brochure « Alain Poher-Un Président pour la France », N° spécial de *Démocratie Moderne*, N° 44 (OURS, Paris.)

(5) En 1981, le deuxième numéro de la brochure « Jacques Chirac, Maintenant » mettait en valeur des photographies en couleur représentant le candidat du RPR en compagnie du Président Anouar El Sadate, de Shimon Pérès, ou encore du Maréchal Tito. Un grand nombre d'entre elles dataient cependant de son passage à Matignon entre 1974 et 1976. Elles illustrent en tout cas le caractère subsidiaire, pour les candidats, de l'identité partisane et de l'appartenance idéologique des personnalités internationales ainsi « instrumentalisées ». (Document obtenu au siège du RPR, rue de Lille, Paris.)

(6) A ce sujet, *Info-Matin* du 23 février 1995.

Enfin, plus handicapés dans ce domaine, François Mitterrand en 1981 (7) et Lionel Jospin en 1995 (8) ont néanmoins veillé à jouer au mieux cet atout.

Se prévaloir du soutien officiel de dirigeants étrangers

C'est pour les candidats parvenus à combiner une forte envergure internationale, la durée au pouvoir et une influence tangible sur le cours des événements, que cette seconde tactique est la plus aisée à manier en phase de campagne présidentielle. Mais c'est sans conteste le général de Gaulle qui en a le plus fait une ressource, lors de la campagne de 1965. Son « actif » spectaculaire ainsi que la faible stature internationale de ses adversaires auront joué de concert. Notamment pour compenser de manière convaincante les effets pervers qu'auraient pu occasionner au cœur de la compétition électorale les « malentendus transatlantiques » qui régnaient alors entre Paris et Washington (9). Ainsi, les Français possédant une télévision ont-ils pu voir l'ORTF diffuser au soir du 23 novembre 1965, une allocution de l'ancien Président américain Dwight Eisenhower souhaitant succès au Général, « [son] ami dans la guerre et dans la paix ». Allocution qui fut suivie de celle, dans la même veine, du Chancelier Erhard.

L'élection de 1974, précipitée par le décès de Georges Pompidou, aura éveillé à l'étranger une certaine inquiétude liée à la clôture de l'ère gaullienne de la diplomatie française. Malgré tout, étayant la thèse selon laquelle la majorité sortante dispose d'un crédit plus avantageux que l'opposition dans ce domaine, ce sont les soutiens officiels consentis au candidat Giscard d'Estaing de la part des chefs d'Etat et de gouvernement étrangers qui auront été les plus visibles et les plus payants. En effet, la Maison-Blanche aura vu en lui le partenaire le plus docile dans l'OTAN et aura très mal perçu l'hypothèse d'une participation des communistes aux affaires, en cas de victoire de François Mitterrand (tout comme Harold Wilson à Londres, d'ailleurs). Quant au Kremlin, il « préférerait » Jacques Chaban-Delmas. Mais, conscient du déclin relatif du gaullisme, il aura finalement soutenu officiellement Valéry Giscard d'Estaing contre un candidat d'Union de la gauche soupçonné de trop d'indulgence à l'égard d'Israël. Ainsi la visite, le 7 mai, de l'ambassadeur d'URSS Tchervonenko au candidat ministre des Finances fut très remarquée. Il s'agissait là en effet d'un soutien « paradoxal » qui sus-

(7) Voir *L'Unité*, N° spécial 421, et sa double page centrale avec les photographies du Premier Secrétaire du Parti Socialiste avec Deng Xiao Ping, puis avec Leonid Brejnev ou encore l'ancien Secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger. (OURS, Paris.)

(8) Pour s'en convaincre, voir le document *Lionel Jospin – Un Président pour Agir*, et ses photographies avec Helmut Kohl, ou encore Salman Rushdie. (OURS, Paris.)

(9) Ajoutons que l'Agence soviétique Tass soutiendra activement la candidature gaullienne. (Sur ces questions : « L'élection présidentielle de décembre 1965 », CEVIPOF, Cahiers de la FNSP, Paris, éd. Armand Colin, 1969.)

cita d'ailleurs un prompt communiqué de la part du Bureau politique d'un PC scandalisé (10).

Si l'on porte un regard sur l'ensemble des campagnes présidentielles de la V^e République, on constate qu'il y a certaines similitudes entre l'audience étrangère accordée à la candidature gaullienne en 1965, et celle dont a bénéficié le Président Mitterrand en 1988. Drapée dans une tonalité plus sociale-démocrate que socialiste, la diplomatie mitterrandienne avait en effet acquis à la fin des années quatre-vingt une aura internationale de moins en moins contestée, ce au terme d'une ascension pourtant beaucoup plus heurtée que celle du Général. C'est donc le Président sortant que Washington, Moscou et Londres souhaitèrent voir demeurer à l'Élysée cette année-là.

Les deux usages électoraux de « l'international » que nous venons d'évoquer sont donc transversaux : ils concernent aussi bien les candidats de la gauche que ceux de la droite. Contrairement au troisième.

Les ressources de la solidarité partisane transnationale : le candidat du PS et l'Internationale socialiste

Pour renforcer leur position sur la scène politique nationale, François Mitterrand (en 1974 et 1981) et Lionel Jospin (en 1995) ont tous deux cherché à tirer avantage de leur appartenance à l'Internationale socialiste (IS) via le Parti socialiste. Cette « exportation » volontaire du candidat de la gauche vers la grande communauté sociale-démocrate s'est toujours inscrite dans une stratégie plus vaste de définition et de légitimation de son identité. Cette dernière devant en effet être perçue par l'électorat de gauche comme étant à la fois singulière et porteuse du succès des valeurs de l'Internationale (11).

Élu vice-président de l'IS à Vienne en juin 1972, François Mitterrand eut pour la première fois activement recours à ce procédé lors des élections de 1974. L'examen des quotidiens et hebdomadaires de campagne édités par le PS cette année-là (*Informations Quotidiennes* et *Le Poing et la Rose* et son supplément, surtout) confirment l'envergure des contacts noués entre le Premier Secrétaire du PS et les « partis frères » à l'étranger (12). Ils contiennent

(10) A propos de cet incident, *L'Express* de la semaine du 13 mai 1974.

Illustrant le fait que les « soutiens étrangers » officiels peuvent se muer en handicaps, celui de Moscou accordé en 1981 au même Valéry Giscard d'Estaing sera cette fois encombrant et pénalisant dans la mesure où les maladresses du Président, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan et lors de sa visite au général Jaruzelski notamment, l'avaient entre-temps beaucoup discrédité auprès des Français. (Sur le soutien des Soviétiques, voir *La Pravda* du 13 mars 1981 et son allusion au « bilan positif de l'action menée par le Président Giscard »). C'est pourquoi cette année-là, seul le soutien amical du Chancelier Helmut Schmidt (pourtant membre du SPD) constituera une ressource internationale exploitable pour le Président sortant.

(11) Guillaume Devin aborde cette question dans *L'Internationale Socialiste. – Histoire et Sociologie du socialisme international*, Paris, Presses de la FNSP, 1993, pp. 347-354.

(12) Les plus notables étant le SPD, le PSO espagnol, le Parti Démocrate-Socialiste du Japon, le Néo-Destour tunisien et le Parti travailliste israélien.

en effet de nombreux communiqués permettant de l'évaluer. Certains évoquent les soutiens provenant de personnalités travaillistes ou sociales-démocrates étrangères comme Olof Palme et Mario Soarès (13), d'autres relatent au contraire des déclarations de solidarité de la part du candidat français à leur intention (14). Il peut enfin s'agir de télégrammes provenant de l'IS elle-même, qui apporte alors son soutien à cet affilié français soucieux d'accréditer le rayonnement international du PS et le prestige de son leader (15).

Il faut cependant souligner que l'alliance conclue avec les communistes, en vigueur lors de l'élection de 1974, a sensiblement parasité certains de ces réseaux de solidarité. Le souvenir du stalinisme, la pauvre fin du Printemps de Prague et la publication de *L'Archipel du Goulag* par Alexandre Soljenitsyne collaient alors à la peau du Parti communiste français. C'est pourquoi il fut sans doute téméraire de la part de François Mitterrand d'espérer réconcilier cette année-là les sociaux-démocrates ouest-allemands et le *Labour Party* de Wilson avec le deuxième PC d'Occident. Ce n'est donc qu'une fois délesté de cet allié encombrant que, sept ans plus tard, le candidat socialiste exploitera enfin avec plus d'aisance et de résultats les ressources précieuses fournies par l'affiliation du PS à l'IS. La manifestation la plus éclatante de cette évolution aura sans nul doute été le déroulement du Symposium International pour la Science et la Culture du 19 mars 1981, qui permit au candidat Mitterrand de réunir autour de lui au Palais de l'UNESCO, en pleine campagne présidentielle, les plus prestigieuses figures de la grande famille sociale-démocrate internationale. Initié par Léopold Sedar Senghor et dédié à Salvador Allende, cet événement renforça chez les électeurs socialistes la conviction que François Mitterrand serait en mesure d'assurer, une fois à l'Élysée, le succès des valeurs du socialisme démocratique..., ce à l'heure même où le président sortant l'accusait « d'indignité » (16)!

Enfin, notons que depuis la campagne présidentielle de 1974, les publications électorales du PS prennent soin de mettre en évidence l'évocation, par leurs candidats successifs, des combats menés et des épreuves subies par leurs « camarades » dans d'autres régions du monde. Ces encarts extrêmement nombreux sont surtout censés, au plan interne, conférer au candidat socialiste un surcroît de prestige aux yeux des militants de base qui « renfor-

(13) Voir respectivement le supplément du *Poing et la Rose*, à savoir *Campagne-Flash*, n° 6, 6 mai 1974, p. 3. Puis *Informations Quotidiennes*, 10 mai 1974, p. 4.

(14) Le télégramme envoyé par François Mitterrand au SPD suite à la démission de son ami Willy Brandt, est ici tout à fait caractéristique. Voir *Informations Quotidiennes*, 7 mai 1974, p. 4. Ou encore celui adressé au Chef de l'Etat israélien (même revue, 15 mai 1974, p. 2).

(15) En ce sens, le bulletin *Campagne-Flash*, 28 avril 1974, p. 6.

(16) A ce propos, voir les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing, dans *Le Monde* du 20 mars 1981, p. 9.

cent alors leur cohésion en voyant symboliquement associées leur tâches obscures au combat de tous les opprimés » (17).

L'étude des documents de campagne publiés lors des élections présidentielles françaises depuis 1965 suggère donc une grande permanence pour ce qui concerne les tactiques utilisées par les candidats de tous bords pour construire leur image de présidentiables à l'intention des électeurs. En effet, l'arène internationale apparaît ici comme un vivier constant de ressources en termes de crédibilité politique, d'outils symboliques dans la construction de leur identité partisane et de points de repères éventuels pour l'électorat en ce qui concerne la diplomatie du pays. Tour à tour importées par les candidats dans le champ interne de la compétition (cf. l'allocution télévisée de Dwight Eisenhower en 1965), ou instrumentalisées directement sur la scène internationale (cf. François Mitterrand et les réseaux de solidarités transnationaux de l'Internationale socialiste), ces ressources extérieures des campagnes présidentielles constituent autant d'indices d'un décloisonnement des arènes politiques nationale et internationale, et d'une « internationalisation » des élites politiques qui ne datent pas des dix dernières années, mais existent bel et bien depuis les premiers temps de la V^e République.

Or, il est intéressant de constater que le recours constant, dans ses formes, à ces ressources est allé de pair avec un processus irrésistible de « désidéologisation » des discours et des débats formulés par les protagonistes des campagnes en matière de relations internationales. En d'autres termes, des analyses et des projets naguère très contrastés et très polémiques ont progressivement laissé la place à des considérations plus consensuelles, suscitant de la sorte à partir du milieu des années quatre-vingt la singularisation de candidats en opposition résolue à ce consensus, et favorisant par suite un mouvement de recomposition du paysage politique français.

UNE DÉSIDÉOLOGISATION DES DÉBATS AUTOUR DES ENJEUX INTERNATIONAUX

Deux facteurs, au moins, semblent avoir travaillé le théâtre des campagnes présidentielles françaises en alimentant ce processus : l'histoire et la fin de la guerre froide d'une part, et l'amélioration progressive des outils

(17) Guillaume DEVIN, *L'Internationale socialiste, op. cit.*, p. 350.

Les exemples sont en effet innombrables, surtout lors de la campagne de 1981. Citons par exemple l'hommage rendu au MIR bolivien dans *Le Poing et la Rose. Suppl. Responsables*, n° 66, 24 janv. 1981, p. 2. (OURS, Paris), également la « solidarité du PS avec la SWAPO de Namibie » (même journal, n° 67, 31 janvier 1981, p. 5) ou encore celle accordée aux Démocrates argentins (même journal, n° 68 du 7 février 1981, p. 11) et au peuple polonais (n° 76 du 4 avril 1981, en couverture). Atténué en 1988, ce procédé est resté assez prisé par les équipes de campagne de François Mitterrand. D'où l'« appel pour les élections libres au Chili », (*PS-Info. Le Poing et la Rose (Responsables)*, n° 347, 16 janvier 1988). En 1995, les pages « monde » de la revue *Vendredi* ont évoqué quelques prises de positions symboliques de ce type. Par exemple, celle contre le PRI mexicain (voir le n° 240 du 8 mars 1995), celle en faveur des syndicalistes boliviens (voir le n° 247 du 28 avril) et celle en faveur du MBL (Mouvement pour une Bolivie Libre), allié à l'IS (dans le n° 243 du 31 mars 1995).

d'information et de communication d'autre part. Deux périodes successives peuvent être distinguées.

1965-1981 : une persistance des débats d'idées en relations internationales

L'élection de 1965 fut de loin la plus riche sur ce plan. En effet, la vision gaullienne des relations internationales y était guidée par la recherche de la grandeur et par le dessein d'« *avancer dans la prospérité en se dégageant de toute subordination* » (18). Elle s'opposait frontalement à celle de François Mitterrand, confusément inspirée par le souci de « justice » et surtout par « *le refus d'une Europe des trusts et des cartels, au profit d'une Europe politique et sociale qui fût celle des peuples* » (19). Les lointains accents briandistes de cette lecture mitterrandienne se traduisaient notamment dans son vœu d'« *une ère des communautés et la constitution d'une société internationale régie par la loi* » (20).

Première synthèse, laborieuse, des trois grands partis de gauche de l'époque (la SFIO, le PC et le Parti radical), les idées du candidat Mitterrand étaient surtout en contradiction radicale avec celles du Général à propos de deux enjeux internationaux essentiels pour la France : la force de frappe et le rôle de notre pays au sein de l'Alliance atlantique. Mais ce serait en fait la dernière fois que, du choix des électeurs, dépendraient véritablement la sécurité et le maintien des alliances de la France.

En effet, Alfred Grosser avait prévu, en juin 1969 dans *Le Monde*, l'étroitesse de la marge de manœuvre concrète dont allaient disposer ensuite les candidats à l'Elysée en matière de politique étrangère, et dans leur conception du rôle assigné à la France dans le concert des relations internationales. Il faut dire que cette année-là, la candidature et les positions de Jacques Duclos avaient suscité les critiques conjointes de MM. Poher et Pompidou et leur condamnation commune de l'appui implicite consenti par le PCF aux Soviétiques dans les ultimes avatars du Printemps de Prague... Cela dit, on pouvait s'attendre à ce que les chocs pétroliers et l'évolution chaotique des relations Est-Ouest restreignent peu après objectivement les options des dirigeants des démocraties occidentales en politique étrangère, et donc à ce qu'elles hypothèquent sérieusement la marge de manœuvre, dans ce domaine, des candidats à la magistrature suprême en France.

Les campagnes présidentielles de 1974 et de 1981 ont pourtant occasionné des joutes oratoires encore très imprégnées d'idéologie pour ce qui concernait les relations internationales.

(18) « L'élection présidentielle de décembre 1965 », *op. cit.*, p. 153.

(19) *Ibid.*

(20) *Ibid.*

En 1974, la Détente aurait dû permettre *a priori* au candidat de la « gauche unie » de n'être pas trop gêné dans ce domaine par son alliance avec le Parti communiste. Pourtant, dans un rapport présenté devant le Comité central du PC le 29 juin 1972 (et qui sera rendu public à l'été 1975), Georges Marchais avouait toute l'incohérence des analyses et du programme de François Mitterrand en politique étrangère (21)... Quoi qu'il en soit, bipolarisée à l'extrême, cette élection aura encouragé des déclarations très vives. Evoquons, par exemple, celles de François Mitterrand au sujet des Etats-Unis : « *Il n'est pas supportable que les dirigeants de ce peuple (...) pratiquent une politique (...) impérialiste!* » (22). Ou encore : « *Les dirigeants de la V^e République ont soumis la France à la politique de domination exercée par les Etats-Unis à travers le grand capital mondial* » (23). De même, son appel à la « *nécessité d'une économie qui échappe à la puissance des sociétés apatrides* » achevait d'ancrer résolument très « à gauche » son programme de politique étrangère (24).

La droite a pour sa part presque exclusivement exploité la cible commode que constituait pour elle la composante communiste de cette candidature d'union, tout en situant ses principales attaques sur le plan des relations internationales. Ainsi fut vilipendée la « *légèreté choquante d'un Programme commun prévoyant l'abandon de la force de frappe* » (25), puis « *l'incompatibilité profonde entre communisme et socialisme dont l'évidence [était] démontrée à l'occasion de la démission forcée du chancelier Brandt* » (26), et enfin les périls de cette « *alliance contre-nature avec le dirigeant d'un mouvement soumis à une tutelle étrangère à son pays* » (27).

L'agonie de la Détente, précipitée par l'invasion de l'Afghanistan et confirmée par la victoire de Ronald Reagan, aura alimenté en 1981 un type nouveau de débat d'idées dans la campagne présidentielle française, à propos des questions internationales. En effet, on aura assisté à une valorisation importante de « modèles étrangers » à la fois adversaires l'un de l'autre et parallèles dans leur commune hostilité au Président sortant Giscard d'Estaing (28). Plus précisément, l'opposition, plutôt caractéristique de la fin des années soixante, entre les tenants du modèle soviétique et ceux du modèle américain, aura laissé la place à une rivalité entre le modèle du libéralisme

(21) Marcel MERLE, *Forces et enjeux dans les relations internationales*, Paris, éd. Economica, coll. Politique comparée, 1980, p. 207.

(22) Extrait d'une interview radiophonique évoquée par *Le Monde*, 19 avril 1974.

(23) Citation d'Henri MÉNUDIER, *Etudes*, juillet 1974, p. 61.

(24) Voir *Le Monde*, 19 avril 1974.

(25) V. GISCARD D'ESTAING, cité par *Le Monde*, 19 mai 1974.

(26) Jean LECANUET dans *Le Monde*, 9 mai 1974.

(27) Michel PONIATOWSKI, allocution télévisée du 15 mai 1974, évoquée dans *Le Monde* daté du 17 mai 1974.

(28) A ce sujet René Rémond nous semble très convaincant, dans « La politique étrangère dans la campagne présidentielle française », *op. cit.*, pp. 10-11.

anglo-saxon, incarné surtout par Jacques Chirac (29) et celui valorisé par François Mitterrand, candidat du PS. Dans ce second cas, la référence aux vertus de la sociale-démocratie scandinave avait en effet cédé la place à une vague tiers-mondiste dont la forte conception keynésienne des rapports Nord-Sud récusait la vision reaganienne des relations internationales (consistant pour une large part à réaffirmer le contrôle, par les grandes puissances occidentales, de tous les points chauds du globe) (30). Caractérisé par sa sympathie pour les forces progressistes du Sud, ce nouvel internationalisme suggérait donc une sorte de « troisième voie » et un antisoviétisme habilement décrit comme moins abrupt que celui des « gros sabots » des Etats-Unis (31).

Par conséquent, dérivées et converties dans le champ politique interne à l'occasion des campagnes présidentielles, les configurations variables de la confrontation idéologique et politique entre les Soviétiques et le monde occidental ont d'abord occasionné une radicalisation des débats électoraux consacrés aux enjeux internationaux (en 1965, 1969 et 1974). C'est suite à l'onde de choc de la crise économique et aux menaces générées par le regain de tension Est-Ouest, que l'on décèle ensuite (en fait après 1981), au-delà des prises de positions doctrinales que nous venons d'évoquer, une tendance « centrifuge » des thèmes de politique internationale dans les campagnes présidentielles. En effet, il s'agira dès lors davantage, pour la majorité des candidats, d'exploiter à leur bénéfice les événements tirés de l'actualité diplomatique du moment, de parvenir à provoquer une apparence de controverse avec leurs adversaires et surtout de minimiser les effets nivelants du consensus grandissant parmi la classe politique, autour des grands enjeux géostratégiques qui la déchiraient jadis.

Depuis 1988 : l'érosion des divergences

En fait, la difficulté majeure, pour le Président Mitterrand, aura consisté au fil des années quatre-vingt, à transcrire dans les actes ce qui n'avait jamais été qu'un programme d'opposition jusqu'au 10 mai 1981.

C'est en tout cas au cours de son premier septennat mouvementé que la gauche non communiste se rallie définitivement aux thèses de la droite sur la défense et sur l'Europe. Indice de ce virage qui l'aurait conduite « de l'extrême-gauche à la droite extrême de l'Internationale socialiste », la *Lettre à tous les Français* a abandonné en 1988 le ton incantatoire des *110 Proposi-*

(29) Ce sera très visible dans ses meetings de campagne, notamment à Strasbourg le 27 mars 1981. Voir également la brochure électorale « Jacques Chirac maintenant », n^o 2 à 5 (RPR, rue de Lille, Paris).

(30) En effet, c'est surtout en 1974 que le modèle suédois avait été opportunément évoqué par François Mitterrand, dans la mesure où cela pouvait lui permettre de rassurer un électorat socialiste indisposé par son alliance avec le PC.

(31) Sur cette stratégie, voir l'analyse de Stanley HOFFMANN et George ROSS, dans *L'Expérience Mitterrand. Continuité et changement dans la France contemporaine*, Paris, PUF, 1988, surtout au chapitre 18, pp. 373-388.

tions pour la France. Ainsi « la solidarité avec les luttes sociales en Europe » a-t-elle laissé la place aux longs développements sur « le grand marché irréversible ». De même, le tiers-monde est relégué en fin de l'exposé consacré à la politique extérieure. Mais on constate le même phénomène à droite : les grandes envolées telles que « l'appel de Cochin » lancé par Jacques Chirac le 6 décembre 1978, ou celles de sa campagne pour les Législatives de 1986 (où les références au *thatchérisme* étaient encore nombreuses) n'ont plus, elles aussi, qu'une signification rhétorique (32).

C'est donc lors de la campagne présidentielle de 1988 que l'on a pu observer à quel point la classe politique (du moins « modérée ») avait recentré ses approches dans une tonalité très pragmatique. Mais les contraintes que cela entraînerait pour les candidats, au niveau de leurs engagements vis-à-vis de leurs partisans, devenaient évidentes. Ainsi au PS, il s'agirait d'abord de parvenir à « mettre en sourdine » les requêtes idéologiques les plus encombrantes de la base militante, en politique extérieure, « *quitte à les flatter de temps à autres par un volontarisme oratoire* » tel que celui déployé à La Baule en juin 1990 (33). Même chose au RPR, où le doute serait fréquent à l'égard de la sincérité de certaines « conversions » (européennes, notamment) (34).

En réalité, à partir de 1988, les points de vue inspirés jadis par des considérations doctrinales rigides, y compris au second tour, se sont considérablement raréfiés dans les campagnes présidentielles au profit d'une approche plus humble des relations internationales. Conséquence la plus visible de ce processus : offensives et contre-offensives des principaux candidats se sont de plus en plus articulées sur la base de polémiques anecdotiques inspirées par l'actualité internationale ou un passé plus ou moins proche. Raymond Barre aura ainsi tenté d'« atteindre » le Président sortant en évoquant le mauvais souvenir laissé par la rencontre organisée par ce dernier avec le colonel Khadafi sur l'île de Crète en 1984. Quant à Jacques Chirac, il aura exploité (en vain) toutes les ressources que pouvait lui procurer la libération des otages français du Liban, obtenue *in extremis* avant le second tour.

La campagne de 1995 n'a donc fait que confirmer ce phénomène en vertu duquel ce sont beaucoup moins les options concrètes des candidats que leurs *styles* respectifs, en relations internationales, qui sont devenus susceptibles de les départager au second tour.

Pour René Rémond, si la place de la politique étrangère dans le débat électoral est devenue moins idéologique, cela tient pour une bonne part aux

(32) C'est sans doute pourquoi en tournant en dérision, en 1995, le « ralliement » socialiste aux thèses de la droite classique en politique extérieure (au cours du débat télévisé de l'entre-deux tours), Jacques Chirac ne sera pas convaincant.

(33) Sur ce point, Jean-Jacques ROCHE, « La politique étrangère de François Mitterrand », *Politiques*, n° 3, été 1992, pp. 47-58.

(34) Un certain nombre d'articles percutants sont parus en février et mars 1995 à ce propos, dans la presse écrite. Voir par exemple « L'Europe de M. Chirac », dans *Le Monde*, 17 mars 1995 ; ou « La Synthèse étrangère de J. Chirac », dans *La Croix*, 17 mars 1995. et sur Edouard Balladur, *Le Monde*, 14 février 1995, p. 9.

conséquences de « *la prise de conscience généralisée de la dépendance croissante de la France à l'égard de l'extérieur* » (35). La fluidité accrue de la sphère internationale, du fait de la mondialisation des économies et des bouleversements engendrés par la dislocation de l'URSS, fait qu'aujourd'hui deux types de contraintes pèsent sur les débats électoraux consacrés aux relations internationales. Premièrement, chaque « présidentiable » doit veiller à se garantir une liberté de manœuvre, dont il aura besoin en cas de victoire, dans une conjoncture mondiale à propos de laquelle il est devenu plus difficile d'adopter un discours infaillible. Deuxièmement, la pondération est de mise dans la mesure où elle permet de ménager des alliés ou ne pas méconter des « amis » à l'étranger (par exemple la signature de l'Acte unique a bien évidemment entraîné un devoir de loyauté vis-à-vis des partenaires européens de la France, mais les relations franco-algériennes engendrent également de nombreux dilemmes). Résultat : en 1995 « *les programmes des deux candidats [Jacques Chirac et Lionel Jospin] ont convergé dans le cadre de choix contraignants* » (36).

Qualifiée de « grande absente » de la dernière campagne présidentielle par Jean-François Revel (37), la politique étrangère n'y a effectivement suscité que quelques effets de manches qui ne sont pas parvenus à masquer l'absence de véritables projets des uns et des autres. Néanmoins, les candidats situés aux deux extrémités du spectre politique français, eux, ont instrumentalisé avec un certain succès et sur un mode très polémique les enjeux liés aux relations internationales. Ce sont bien sûr Philippe de Villiers et Robert Hue qui ont le plus incarné ce phénomène, et tous deux à partir du « thème européen ». Le premier demandant ainsi « *pourquoi vouloir communautariser notre politique étrangère à l'heure du renouveau des nations ?* » (38), et le second stigmatisant « (...) *la mise en œuvre d'un super Maastricht qui menace la souveraineté de la France* » et « *tous les autres candidats [sont] d'accord pour la mise en place de cette Europe-là* » (39).

Une première synthèse émerge de ces développements. Si « l'international » demeure depuis 1965 une ressource perçue par les candidats à l'Elysée comme étant payante en terme d'image et de crédibilité, la vocation des relations internationales proprement dites à clarifier et à structurer efficacement le débat d'idées entre eux, elle, n'a cessé de s'éroder. Dès lors se pose la question de savoir ce qu'il en est des effets occasionnés par ce paradoxe concernant les ressources internationales des campagnes présidentielles, sur la perception qu'ont des questions internationales les électeurs français.

(35) R. RÉMOND, « La politique étrangère dans la campagne présidentielle française », *op. cit.*, p. 10.

(36) Alain Frachon dans *Le Monde*, 3 mai 1995.

(37) Dans sa chronique du *Point*, n° 1181 du 8 mai 1995.

(38) Notamment dans *Le Figaro* du 12 avril 1995.

(39) *L'Humanité*, 10 février 1995. « *Il ne faut pas que la politique de la France se fasse sur les ordinateurs de la Banque Centrale de Francfort* », déclarait encore Robert Hue dans *La Croix-L'Événement* du 24 février 1995.

Notre réponse est qu'ils sont pour le moins mitigés. D'abord parce que la politique internationale tend, depuis les débuts de la V^e République, à désintégrer l'électorat traditionnel droite-gauche qui se dessine autour des questions de politique économique et sociale. Ensuite, un certain nombre d'indices incitent à penser que les campagnes présidentielles illustrent le processus complexe (et incertain) par lequel les relations internationales passent, depuis les trente dernières années, d'un statut très dévalué à celui de dimension implicitement incontournable, auprès des Français.

DES ENJEUX INTERNATIONAUX « DÉSINTÉGRATEURS »
QUI DEVIENNENT INCONTOURNABLES ?

Un effet désintégrateur peu contestable

Cet effet se manifesta dès 1965, puisque François Mitterrand s'appuyait sur des électeurs du PC, de la SFIO et du Parti radical, qui étaient en vif désaccord à propos de la force de frappe et de l'Alliance atlantique. Ce pluralisme sans cohérence l'a d'ailleurs fatalement handicapé. En face, la rivalité du premier tour entre Jean Lecanuet et le général de Gaulle a encouragé le second à sacrifier l'Europe à ses convictions nationales, sans prendre trop de risques.

En 1974, les électeurs potentiels de François Mitterrand étaient à nouveau divisés entre, d'une part, un désir des communistes de désengager la France de l'OTAN et de liquider l'armement nucléaire et, d'autre part, des socialistes de plus en plus « européens ». Les électeurs de droite se partageaient entre une conception gaulliste des relations internationales (incarnée surtout par Jacques Chaban-Delmas) et celle des centristes. C'est pourquoi au second tour, François Mitterrand fit tout son possible pour se rallier les électeurs gaullistes... dont Georges Marchais se plût d'ailleurs à rappeler les affinités avec les communistes en politique étrangère (40).

En 1981, la tendance des Législatives de 1978 et les conséquences de la rupture de l'Union de la Gauche se préciseront : il y aura pendant plus de dix ans davantage de vues communes en matière de relations internationales entre les électeurs du PS et de l'UDF, ou entre ceux du RPR et ceux du PC, que parmi tous ceux de la droite ou tous ceux de la gauche réunis. D'ailleurs, Valéry Giscard d'Estaing ne sera-t-il pas battu après s'être vu reprocher quasiment tous les aspects de sa politique extérieure (y compris

(40) Il déclara en effet : « (...) il y a en France des hommes et des femmes qui sont gaullistes parce que De Gaulle incarnait pour eux la grandeur de la France, son indépendance et son prestige dans le monde. Sont-ils tellement d'un autre bord que nous ? Nous avons en commun cette passion de la France (...) ». G. Marchais, cité par André LAURENS dans *D'une France à l'autre*, Paris, Gallimard, 1974, p. 145. Ajoutons qu'en 1988, André Lajoinie tiendra exactement le même discours avant le premier tour : « Le général de Gaulle doit se retourner dans sa tombe lorsqu'il voit Chirac et le RPR devenus à ce point européens ! Sur l'Europe, nous pensions comme de Gaulle. Il avait une juste vision des choses ». *L'Humanité*, 20 avril 1988.

sa politique européenne, jugée trop circonscrite à « l'axe Paris-Bonn »), et par trois adversaires dont les idéologies et les électorats n'avaient pourtant rien de commun ?

L'éclatement de l'électorat de droite aura donc été motivé, dans une part non négligeable, par son désaveu massif des options prises par le Président dans sa diplomatie africaine (« Affaire Bokassa » et du Tchad) et avec l'Est (visite à Jaruzelski et silence prolongé après l'invasion de l'Afghanistan). C'est selon un scénario différent, mais à l'issue voisine, que cet « éclatement » se reproduit au bénéfice de la gauche en 1988. Cette fois ce sont la conversion mitterrandienne au réalisme en politique extérieure et sa stratégie de « l'ouverture » qui ont rapproché le ton du Président sortant de celui qui caractérisait le « centrisme universel » de Raymond Barre en matière de relations internationales. Cette proximité, en même temps qu'elle a pu gêner ce dernier, a surtout multiplié les affinités entre les barristes et l'électorat de François Mitterrand au second tour. Tandis que, par contraste, la « méthode Chirac » dans ce même domaine (cf. Affaire Gordji et des otages) avait davantage de probabilités de séduire les sympathisants du Front National.

La dernière campagne présidentielle de 1995 a surtout confirmé à quel point l'enjeu européen, à mi-chemin entre politiques intérieure et internationale, conservait sa vocation (inaugurée en 1965 (41), à créer de véritables clivages électoraux, mais qui ne coïncident pas avec les clivages politiques traditionnels. L'idée que se font les candidats de la construction européenne a-t-elle de plus en plus vocation à redessiner la carte électorale française ? La question est délicate, mais mérite d'être posée. Il ne fait aucun doute que si Jacques Delors avait été candidat, la réponse serait à ce jour plus aisée. En effet, en suscitant au cœur de la campagne un débat précis sur l'Europe fédérale, la monnaie unique, le coût de l'élargissement ou sur l'abandon du droit de veto dans certaines décisions communautaires, il aurait obligé ses adversaires à se déterminer très explicitement par rapport au thème européen.

Si l'absence de ce candidat rendait donc plutôt prévisible l'escamotage de l'Europe dans le débat (42), elle n'a cependant pas empêché l'effet désintéressé de « l'international » de se manifester sous ce jour nouveau. En effet, s'est d'abord trouvée décuplée l'audience accordée aux discours très polémiques tenus par Robert Hue, Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen, qui avaient en commun de briguer les suffrages d'électorats aussi incompatibles

(41) En effet, les électeurs de F. Mitterrand et ceux de J. Lecanuet avaient alors eu en commun leur réticence vis-à-vis de la politique européenne du Général. Mais, bien plus, on peut dire que c'est de cette élection-là que date la fracture interne à l'électorat gaulliste sur la construction européenne. En effet, une bonne moitié des voix recueillies par J. Lecanuet au premier tour venaient des rangs du gaullisme, bien que les communistes et les gaullistes se soient trouvés côte à côte au moment de la querelle de la CED.

(42) D'excellents articles et éditoriaux ont été écrits à ce sujet au moment de la campagne électorale. Citons celui d'Alain FRACHON, « L'Europe superbement ignorée » dans *Le Monde* daté du 4 mai 1995; celui de Claude IMBERT, « Présidentielle : le poids de l'Europe » dans *Le Point*, n° 1175 du 25 mars 1995; et celui de Jean-François REVEL, « La grande absente », précité (Voir note 37 ci-dessus).

les uns avec les autres que très contestataires vis-à-vis de la construction européenne. Ensuite, s'est trouvé mis en évidence le déphasage entre la discrétion des trois principaux candidats (MM. Balladur, Chirac et Jospin) sur ce thème et la division plus ou moins problématique de leurs électorats respectifs à son propos (surtout ceux des deux premiers). C'est la raison pour laquelle les deux « finalistes » estimèrent préférable de contourner la question européenne.

En définitive, l'enjeu européen ne fait qu'illustrer un phénomène plus ample : les relations internationales comportent aujourd'hui une telle part d'innovation et d'imprévisibilité, que les candidats à l'Elysée les plus crédibles craignent de ne pas en maîtriser les dynamiques et les répercussions inévitables en politique intérieure. C'est pourquoi l'« international » en est venu, au fil de la V^e République, à susciter simultanément dans l'électorat, d'une part, une « conjonction des centres » tendant à concevoir les relations internationales en termes d'opportunités et de défis estimés plutôt constructifs (on y trouve les centristes, les socialistes et, désormais, l'aile chiraquienne des gaullistes), et, d'autre part, une « coalition d'extrêmes » aussi hétéroclite qu'unie par un même réflexe de rétraction nationaliste (elle regroupe les communistes, les sympathisants de Philippe de Villiers et de Charles Pasqua ou encore ceux du FN).

Cette dynamique interne de désintégration des électorats, stimulée par les questions internationales, revêt donc deux formes simultanées : elle désagrège l'électorat de chaque candidat « modéré » à la Présidence, tout en suscitant, au cœur de la population française, des clivages politiques qui coïncident de moins en moins avec le schème traditionnel « droite-gauche » (qui persiste encore autour des questions économiques et sociales). Cette internationalisation perturbatrice subie par les campagnes présidentielles françaises est parallèle et indissociable de la désidéologisation progressive qui a entaché les grands débats sur les enjeux diplomatiques de la France, dont nous avons parlé plus haut. Elles manifestent en tout cas toutes les deux la difficulté que rencontrent les élites politiques pour s'adapter aux impacts électoraux de l'internationalisation de la société, et pour réduire les fractures que cette dernière provoque au cœur de la culture politique française.

Ces effets de fracture ne se sont pas encore traduits par une refonte appropriée du scénario des campagnes présidentielles françaises, tel qu'il se joue depuis plus de trente-cinq ans. Or, l'hypothèse selon laquelle s'effritent peu à peu les perceptions exclusivement internistes des Français suggère que les choses pourraient évoluer dès 2002.

Une maturation plus adéquate des relations internationales ?

Jean-François Revel écrivait dans une chronique, à la veille du second tour des Présidentielles de 1995, que « si les électeurs ne s'intéressaient pas à

la politique internationale, le dessein des candidats à la magistrature que l'on qualifie de 'suprême' devait consister à faire leur éducation » (43). Il s'agissait là d'une très louable conception de l'art du politique. Mais ce verdict à propos de l'attitude des électeurs était-il tout à fait juste ? Il nous semble en effet que deux étapes lentes et inachevées ont fait passer les relations internationales du statut de dimension dévaluée parce que lointaine, à celui d'enjeu profondément ancré, mais implicite, dans l'esprit des citoyens (44).

Ainsi, de 1965 à 1988, l'électorat nous paraît avoir surtout « internisé » les questions de politique internationale, qui ne furent alors présentes dans leurs préoccupations qu'au terme de leur conversion en questions ayant des répercussions tangibles sur leur vie de tous les jours. En 1965, le Marché Commun n'avait par exemple interpellé les électeurs que dans la mesure où il pouvait être conçu comme une clef éventuelle (ou un péril) dans la résolution de la crise agricole qui secouait alors le pays (45).

La rigidité structurelle de la guerre froide, et surtout la place longtemps subsidiaire accordée à l'actualité internationale par les media ont joué en faveur de cette indifférence. Peu au fait de ces enjeux, la majorité des électeurs a donc longtemps concentré ses attentes sur des questions sur lesquelles elle estimait avoir directement prise : le temps de travail, l'emploi ou la justice sociale. Le décalage entre les dimensions englobantes et abstraites de la politique mondiale et le quotidien des Français s'est d'ailleurs toujours traduit par la contradiction entre leur volonté de changement et d'alternance dans l'ordre économique et social, et leur hostilité quasi permanente à toute rupture dans les équilibres de la diplomatie française.

C'est donc seulement à partir du moment où les relations internationales seraient perçues comme étant indissociables de ces intérêts immédiats qu'elles se mettraient à jouer dans les motivations de vote des électeurs. A cet égard, la crise pétrolière et son onde de choc ont recelé quelques vertus « pédagogiques » en incitant les Français à combler le fossé qui s'était creusé entre les dimensions abstraites de la politique mondiale et la proximité de leurs problèmes de tous les jours.

A partir de la campagne présidentielle de 1988, quelques symptômes très visibles du décloisonnement des arènes politiques interne et internationale sont venus effriter les perceptions exclusivement « internistes » des citoyens. Ainsi, la crise des otages français du Liban, l'affaire Gordji et surtout la vague d'attentats qui avait déferlé sur le pays en 1986 auront de concert contribué à rendre extrêmement tangibles les répercussions que pouvait désormais avoir la capillarisation de la violence dans les relations internatio-

(43) « La grande absente », chronique précitée.

(44) Nous rejoignons donc ici la thèse de René Rémond à la fin de « La politique étrangère dans la campagne présidentielle française », *op. cit.*, pp. 13-14.

(45) Cet argument est étayé par l'examen des brochures de campagne de Jean Lecanuet évoquées plus haut, et de celle de François Mitterrand intitulée « Votons François Mitterrand ».

nales. Parce que ce type de phénomènes (tout comme la mondialisation de l'économie) affecte leurs conditions de vie et parce que toute régulation éventuelle suppose, de la part des gouvernants, une action sur la scène extérieure et non plus seulement interne, les électeurs sont aujourd'hui amenés, dans une proportion plus grande, à internationaliser de plus en plus leur approche des problèmes dits de politique intérieure.

Il est bien évident que le développement fulgurant des outils d'information joue dans l'accélération de ce processus. Il est tout aussi indéniable que la mesure exacte de ce dernier est fort délicate. Néanmoins, la majorité des sondages montre qu'au moment de voter, les électeurs de tous bords intègrent à présent des données de pure politique internationale (46). Mais ils le font selon deux modes contradictoires : soit en valorisant la notion plutôt négative de « dépendance » de la société française vis-à-vis de la politique internationale, soit en privilégiant celle (plus constructive) d'ouverture ou d'interpénétration entre ces deux arènes.

Incontestablement confuse et inégale, cette prise de conscience progressive n'en constitue pas moins une hypothèse de travail qui ne doit pas être balayée d'un revers de la main. D'autant que se pose de plus en plus le problème des effets pervers, pour la démocratie et pour le régime de la V^e République lui-même, qui ne manqueront pas d'être occasionnés par l'absence de traduction politique de cette évolution des mentalités et des perceptions des Français. La preuve en est qu'un grand nombre d'intellectuels de tous bords ont dénoncé « l'oubli du monde » (47) dont s'est à leurs yeux rendue coupable la classe politique lors de l'élection présidentielle de 1995. En se comportant avec les électeurs comme si la France était « seule » (48) sur la scène internationale, Jacques Chirac, Edouard Balladur et Lionel Jospin ont opté pour une stratégie de contournement embarrassé des enjeux pourtant majeurs que constituaient alors la guerre en Bosnie, la crise en Tchétchénie, la guerre civile en Algérie et la réforme des institutions intergouvernementales prévue par le Traité de Maastricht (49). Plus précisément, ce que des personnalités comme Pierre Hassner, Alain Touraine, Jean-François Deniau ou Pascal Bruckner ont alors déploré, ce sont les méfaits d'une fracture trop prolongée entre, d'un côté une grande majorité de l'électorat qui est aujourd'hui en mesure de faire un apprentissage plus pertinent des relations internationales et, de l'autre, des candidats à l'Élysée qui persistent, quelle que soit d'ailleurs leur sensibilité politique, dans une position de moins en moins tenable qui consiste à les éluder.

(46) Contrairement aux sondages effectués entre 1969 et 1988 (qui chiffrèrent entre 2 et 6 % la part d'électeurs qui se prononceraient en fonction de questions internationales), un sondage IFOP de février 1995 évaluait cette proportion à 15 %.

(47) C'était le titre d'un article d'Alain FINKIELKRAUT, dans *Le Monde* du 13 mars 1995.

(48) Voir Jean-François DENIAU, « La France seule », dans *L'Express* du 6 avril 1995.

(49) Un « appel » a même été lancé aux candidats pour qu'ils se prononcent enfin sur la politique étrangère de la France dans *Le Monde* daté du 16 mars 1995, p. 17.

REMARQUES CONCLUSIVES

Depuis 1965, les Français ont été peu à peu conduits, du moins dans leur plus grande proportion, à internationaliser leur manière d'appréhender les questions de politique intérieure. Mais ils le font désormais de plus en plus en suivant deux logiques antagonistes et concurrentes. La première consiste pour certains en une évaluation pragmatique des « nouvelles relations internationales », c'est-à-dire des défis mais aussi des chances qu'elles préfigurent pour la société française. La seconde est privilégiée par tous ceux qui s'en remettent à un vote de contestation et de résistance face aux dynamiques polymorphes d'une ouverture et d'une internationalisation perçues au contraire comme synonymes du déclin de la France ou, du moins, de sa dilution.

C'est probablement de cette façon que « l'international » va être amené à imprimer sa marque sur le déroulement des élections présidentielles françaises à venir. Toutefois, l'absence de transposition de cette fracture, dans le système actuel des partis politiques, pourrait poser problème. Aux élections européennes de 1999, les événements au Kosovo et les résultats du scrutin (surtout à droite), avaient semblé stimuler l'ébauche d'une telle recomposition politique. Mais, pour l'heure, il est encore difficile d'affirmer que le statut des relations internationales, dans la compétition pour l'élection présidentielle de 2002, sera plus explicite qu'il ne fut en 1995.